

# GITE COMMUNAL

---

MAITRE D'OUVRAGE  
**Commune de Suin**  
LE BOURG  
143 ROUTE DE LA BUTTE  
71220 SUIN

## RESTRUCTURATION D'UN GÎTE COMMUNAL

# CCTP

Cahier des Clauses Techniques Particulières

## GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS



Juin 2026

## 1.1. – NATURE DES TRAVAUX

Les travaux décrits dans le présent CCTP concernent **le réaménagement du gîte communal et la réfection du système de chauffage commun du gîte et de la salle polyvalente**, au 154 route de la Butte 71220 Suin, pour le compte de **la Commune de Suin**, Maître de l'Ouvrage.

Le projet propose de restructurer le gîte existant au 1<sup>er</sup> étage du bâtiment et développe les aménagements nécessaires à sa transformation en gîte fonctionnel et confortable :

La surface aménagée au niveau R1 accueillera une pièce de séjour ouverte sur un balcon filant en façade ouest, avec une cuisine ; 4 chambres et des sanitaires dans la partie centrale du bâtiment.

Le niveau principal, comprenant la salle communale, n'est pas réaménagé. Le nouveau système de chauffage, mutualisé pour les deux niveaux, sera installé au niveau principal et impliquera des travaux de réparation/rénovation conjoint aux démolitions/aménagements nécessaires à la réalisation du projet.

Les travaux, modifiant les façades et toitures, ont fait l'objet d'autorisations administratives au titre de la Déclaration Préalable de travaux.

## 1.2. – IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

Maîtrise d'Ouvrage

**Commune de Suin**

Jean-Claude **MICHEL** *maire*

Le Bourg

71250 Château

Maître d'œuvre :

Ludovic **Forest** *architecte*

Bezornay

71250 Saint-Vincent-des-Prés

Bureau de contrôle :

SOCOTEC Chatenoy-le-Royal – Eric Viret

Coordination sécurité et protection de la santé :

SOCOTEC Chatenoy-le-Royal – Sandrine Bardoux

## 1.3. – DECOMPOSITION EN LOTS

LOT 1 – VRD – Démolitions – Gros Œuvre

LOT 2 – Ravalement de façades

LOT 3 – Charpente – Couverture – Terrasse bois

LOT 4 – Menuiseries extérieures

LOT 5 – Menuiseries intérieures – Parquets

LOT 6 – Plâtrerie – Isolation - Peintures

LOT 7 – Electricité – Courants forts – Courants faibles - Ventilation

LOT 8 – Plomberie - Sanitaires

LOT 9 – Chauffage

LOT10 – Serrurerie

LOT11 – Carrelages – Faïences

LOT 12 - Désamiantage

L'entreprise ou l'artisan consulté pourra proposer de répondre et de s'engager sur un ou plusieurs lots suivant sa compétence et ses qualifications.

#### **1.4. – RECONNAISSANCE DES LIEUX**

Les intervenants sont tenus de se rendre sur le site pour prendre connaissance des lieux et conditions d'exécution des travaux, avant remise de leur proposition.

Aucune entreprise ne pourra se prévaloir d'imprécisions ou d'omissions dans les plans ou dans les pièces écrites pour ne pas exécuter certains travaux indispensables ou pour prétendre à un supplément de prix, ainsi que d'une connaissance insuffisante des sites, lieux, non plus que de tous éléments locaux tels que moyens d'accès, possibilités d'organisation de chantier, etc...

Deux visites sont proposées :

**Mardi 16 Juin et Jeudi 18 Juin, à 11h00 – sur place.**

En ce qui concerne les modalités de visite du site, prendre contact avec

Mme FAYARD, <i>architecte en charge du projet</i>	au	06 72 52 32 10
Mairie de <b>Suin</b> , <i>maître d'ouvrage</i>	au	03 85 24 82 85

#### **1.5. – DEROULEMENT DES TRAVAUX- DURÉE - PLANNING**

Les travaux se réaliseront en une seule phase liée à la restructuration du gîte au 1<sup>er</sup> étage et à la réfection du système de chauffage pour l'entièreté du bâtiment.

Le planning des travaux prévoit un délai d'exécution de 9 mois - M1 à M9 compris précédés du mois M0 de préparation de chantier.

Le mois M0 proposé par le maître d'ouvrage est octobre 2026.

L'entreprise remettra un planning prévisionnel pour son lot, qui sera actualisé suivant l'avancement des travaux. Le planning étant contractuel, l'entreprise s'engage à le respecter et encoure les pénalités portées à sa connaissance en cas de non respect des délais.

Prolongation du délai d'exécution pour intempéries :

Le nombre prévisible de journées d'intempéries est fixé à 8 jours.

*Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, l'entrepreneur doit signaler dans les 24 heures, au maître d'œuvre les journées au cours desquelles le travail a été effectivement arrêté sur le chantier. Ces journées devront faire l'objet d'une déclaration d'arrêt de travail à la caisse de congés. Une copie de la déclaration devra être remise à la maîtrise d'œuvre sous 5 jours. Et dans le mois qui suit, le titulaire remettra une copie du relevé des données météorologiques quotidiennes émanant d'une ou plusieurs stations météorologiques couvrant la zone du chantier. Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la part du personnel dont les tâches programmées ont été impossibles du fait des intempéries. Elles cessent d'être prises en compte pour les travaux à réaliser à l'intérieur de locaux mis hors d'air et hors d'eau.*

#### **1.6. – DÉMARCHES - AUTORISATIONS**

Il appartiendra aux entrepreneurs d'effectuer en temps utile toute démarche auprès des Services Publics et Services locaux, pour obtenir autorisations, instructions, accords..., nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Une copie des correspondances relatives à ces différentes démarches sera transmise au Maître d'Ouvrage.

#### **1.7. – COMPTE PRORATA**

Il n'est pas proposé de compte-prorata couvrant les frais de consommation en eau et électricité nécessaires au fonctionnement du chantier, à l'exception de tout frais imputable à l'ensemble des

entreprises afférant à la sécurité, la propreté et la remise en état des lieux conformément à leur marché de travaux.

En contrepartie, ces frais revenant à la charge du maître d'ouvrage seront réduits au strict minimum ; il appartiendra au maître d'œuvre d'arbitrer les excès de consommation et le cas échéant il pourra décider qu'il conviendra aux entreprises de subvenir à leurs nécessités et d'assumer les responsabilités ou frais y afférant.

## **1.8. – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Les ouvrages mis en oeuvre devront respecter la réglementation en vigueur, notamment :

- La réglementation thermique RT 2020 élément par élément
- La réglementation sur l'hygiène et la sécurité des chantiers
- Les normes et règlements du R.E.E.F. et de l'ensemble des D.T.U.
- Les normes françaises AFNOR
- Les normes PROMOTELEC
- La réglementation sur le travail B.I.T.

Dans le cas particulier de ce projet, il ne sera pas reporté systématiquement en tête de chaque chapitre du CCTP, les prescriptions, normes et réglementations, applicables pour l'étude, la fourniture, la réalisation des ouvrages décrits, qui devront se conformer rigoureusement au cadre légal des contraintes techniques et administratives en vigueur pour l'Union Européenne en général et pour la France en particulier. Cette note implique la connaissance et la maîtrise parfaite des entreprises de ce cadre d'activité qu'elle s'engage à respecter rigoureusement et sans pouvoir faire mention de quelque imprécision du descriptif à ce sujet ou prétendre à une simplification technique ou en vue d'une économie sur la fourniture ou la façon, qui ne respecterait pas les normes ou réglementations en vigueur.

## **1.9. – PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLLEMENT**

Les études, notes de calcul, plans d'exécution, plans de fabrication, détails de mise en œuvre sont à la charge des entreprises.

Ils seront soumis systématiquement à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Les plans de recollement sont à la charge des entreprises. Le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés) sera remis au Maître d'Ouvrage par l'intermédiaire du Maître d'œuvre en 4 exemplaires dont un exemplaire non broché ni relié, reproductible :

- Plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format A4 et un exemplaire reproductible sur support informatique aux formats standard (.dwg, .pdf, .doc, .jpg, .xls...)
- Notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, rédigés en langue française.
- Liste du matériel et des appareils installés accompagnés du listing des consommables et pièces détachées en vue d'éventuel remplacement avec indication des noms et adresses des fournisseurs.

## **1.10. – ENTRETIEN ET MAINTENANCE**

De façon à faciliter l'entretien et la maintenance des ouvrages, l'Entrepreneur devra fournir obligatoirement, au fur et à mesure qu'il a mis en oeuvre les matériaux et matériels, les éléments suivants :

NOTICES TECHNIQUES et DESCRIPTIVES des fournisseurs, des matériaux et du matériel :

- le matériel fourni, s'il est constitué d'assemblages complexes, fera l'objet d'une description précise complétée de plans
- les caractéristiques et références des différentes pièces seront répertoriées ainsi que le nom et l'adresse du fournisseur
- la notice technique descriptive devra permettre la localisation, l'identification et la commande de tout organe défaillant.

NOTICES DE FONCTIONNEMENT et D'UTILISATION du matériel :

lorsque l'utilisation du matériel ne relève pas de l'usage courant, ou, si une erreur d'utilisation risque d'entraîner une détérioration de ce matériel ou d'autres matériaux ou équipements, une notice de fonctionnement en donnera le mode d'emploi détaillé.

#### NOTICES D'ENTRETIEN et de MAINTENANCE des MATERIAUX et du MATERIEL

- celles-ci devront préciser en particulier l'ensemble des tâches d'entretien et de maintenance préventif avec la fréquence des interventions ainsi que les consignes de prévention nécessaires avant d'exécuter l'entretien et la maintenance.

#### PLANS de RECOLLEMENT et de DETAILS

- ceux-ci devront comprendre les relevés précis des positionnements des ouvrages.

#### PROCES-VERBAUX de CLASSEMENT ou LABELS

- les P-V de classement ou labels devront être fournis pour tout ce qui concerne les matériaux ou équipements faisant l'objet d'un classement ou label.

#### GARANTIE du CONSTRUCTEUR

- lorsqu'un matériau, matériel ou équipement fait l'objet d'une garantie particulière du constructeur, une attestation devra être jointe.

#### DEMONSTRATION

- pour les ouvrages ou appareillages dont l'usage nécessite des manœuvres complexes ou délicates, une démonstration devra être faite par le constructeur et l'installateur à l'agent de maintenance du Maître d'Ouvrage.

#### FORMATION

- pour le matériel ou les équipements dont l'usage nécessite un apprentissage particulier, l'Entrepreneur devra prévoir la formation de l'agent de maintenance de l'établissement.
- à l'issue de cette formation, l'agent de maintenance devra être en mesure d'utiliser efficacement et en toute sécurité le matériel ou les équipements concernés.

### **1.11. – PROTECTION DES OUVRAGES**

Pendant toute la durée du chantier, chaque entreprise devra la protection de ses ouvrages et ce jusqu'à la réception des travaux. Les ouvrages détériorés seront remis en état sans que l'entreprise ne puisse prétendre à indemnité.

Les entreprises devront également la protection des ouvrages existants non modifiés.

La clôture complète du site est à la charge du lot 01 – VRD – Démolitions – Gros Œuvre.

Un balisage spécifique et des panneaux avertisseurs (zone de chantier, sortie de camion) seront mis en œuvre sur la voie publique, si nécessaire.

Il n'est pas prévu de gardiennage ou de fermeture spécifique du site.

Le maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable des vols ou dégradations survenus sur le chantier.

### **1.12. – GESTION DES DECHETS**

La gestion des déchets de chantier sera à la charge de chaque entreprise.

Toutefois si le maître d'œuvre devait constater en cours ou en fin de chantier la nécessité de faire évacuer les gravats ou déchets abandonnés sur le chantier, des dispositions seraient prise d'autorité pour faire évacuer par le mandataire du lot Démolition – Gros œuvre – Maçonnerie au titre du compte prorata ou d'un forfait imputé à l'entreprise responsable ou sur l'ensemble des intervenants.

A ce titre, l'entrepreneur du lot devra obligatoirement soumettre les prescriptions et directives en phase préparatoire et en cours de chantier pour toutes les entreprises.

Il devra tenir compte de l'ensemble des normes et règles en vigueur à la date de la remise de l'offre et notamment :

- Principaux textes français de réglementation environnementale visant les entreprises.
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, complétée par la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992.
- Décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relative aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages.
- Loi n°61-842 du 2 août 1961 et 92-646 du 13 juillet 1992 en ce qui concerne l'interdiction de brûler les déchets sur les chantiers.

Il est rappelé l'interdiction, d'incinérer, d'abandonner ou d'enfouir des déchets, quels qu'ils soient (même inertes), dans l'enceinte ou aux abords du chantier.

Il devra obligatoirement trier tous les déchets issus de l'ensemble des prestations nécessaires à la bonne réalisation de ses ouvrages décrit au présent C.C.T.P., tels que démolitions, percements, rebuts, emballage, etc., suivant leur catégorie (DIS, DMA, inerte et de leur sous famille éventuelle) avant de les stocker aux emplacements (bennes, points de stockage ou autre) qui seront définis en accord avec l'Architecte et, le cas échéant, avec le C.S.P.S. ou l'organisme de contrôle.

La répartition des types de déchets suivant les trois groupes suivants :

- Déchets dangereux (DIS)
- Déchets ménagers et assimilés (DMA)
- Déchets inertes

Cette liste n'étant pas exhaustive, elle pourrait nécessiter des tris supplémentaires liés à l'élimination ou la revalorisation de certains déchets.

L'entrepreneur devra tenir compte, dans sa proposition de travaux, du tri de ses déchets et de leur coltinage jusqu'aux bennes mises en place par lui-même et de l'enlèvement et évacuation de tous les déchets du chantier provenant de son propre fait et de toutes les autres entreprises.

### **1.13. – NETTOYAGE DU CHANTIER**

Les entreprises doivent le nettoyage du chantier et l'enlèvement de leurs gravats après chacune de leur intervention. Ce nettoyage sera quotidien.

Aucun stockage de déchets sur la chaussée ou à proximité du chantier ne sera toléré, ni sur le site à proximité des bâtiments. Chaque entreprise est responsable de ses déchets.

S'il s'avère que l'entretien du chantier n'est pas assuré correctement, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer ce nettoyage par une entreprise spécialisée aux frais des entreprises concernées, ou dans le cas où cela concerne l'ensemble des entreprises, dans le cadre du compte prorata, le cas échéant.

Cette mesure prendra effet par simple mise en demeure par télécopie 24 heures à l'avance et sera assujettie à une pénalité correspondant à une amende forfaitaire.

### **1.14. – PERCEMENTS – RÉSERVATIONS – TRÉMIES**

L'entrepreneur de maçonnerie doit gratuitement toutes réservations dans ses murs ou planchers construits ou murs et planchers existants pour, trappes, feuillures ou percements nécessaires, ou incorporations de toutes dimensions, demandés par les autres corps d'état dans les délais fixés au planning d'exécution. Faute de renseignements fournis pendant la période de préparation, l'entreprise en cause effectuera les réservations à ses frais.

Feront l'objet d'une réservation :

- Tous les passages horizontaux et verticaux dans le béton dont le diamètre est supérieur à 40mm,
- Tous les passages horizontaux dans la maçonnerie ou dans la cloison humide dont le diamètre est supérieur à 20 cm ou dont les dimensions sont supérieures à 20\* 20 cm,
- Tous les passages horizontaux dans les cloisons maçonnées dont la dimension nécessite un chevêtre

Les autres percements dans planchers et murs ainsi que les scellements et calfeutrements dus aux passages de canalisations de fluides et d'électricité sont aux lots correspondants.

### **1.15. – ORGANISATION DE CHANTIER**

Compte tenu de l'importance qu'attachent le Maître d'Ouvrage et le Maître d'oeuvre à voir les travaux terminés dans le délai fixé et afin d'obtenir une progression régulière du chantier, il sera exigé :

- La présence d'un représentant qualifié de chaque entreprise aux réunions de chantier hebdomadaires
- Le respect constant du planning
- Une organisation rationnelle du chantier
- La tenue du chantier en état de propreté permanente

Les gravois divers seront évacués aux décharges publiques par chaque entreprise au fur et à mesure de l'avancement du chantier ; aucun dépôt sur place ne sera toléré. Les entrepreneurs, chacun en ce qui le concerne, resteront seuls responsables des accidents provenant de leur négligence et de celles de leurs agents et ouvriers.

### **1.16. – ESSAIS**

Les essais et vérifications d'autocontrôle seront effectués conformément aux normes et règlements en vigueur et remis au Maître d'oeuvre et au bureau de contrôle.

Les entreprises devront fournir les essais COPREC.

Les contrôles techniques (VRV, maçonnerie, installation électrique, plomberie) seront à la charge des lots concernés.

### **1.17. – DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER**

L'entreprise de gros oeuvre sera responsable de la gestion du compte prorata, si la nécessité d'en créer un se vérifiait.

### **1.18. – CHAUFFAGE DU CHANTIER**

Lorsque le chauffage de chantier est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais afférents feront l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du Maître d'oeuvre, entre le Maître d'Ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés. Ces frais ne doivent en aucun cas figurer au compte prorata.

### **1.19. – COORDINATION INTER-ENTREPRISE**

Si, pour respecter les prescriptions concernant son lot, une entreprise estime insuffisante les prestations fournis par l'entrepreneur du corps d'état précédent le sien, elle devra le mentionner dans son offre. Elle y ajoutera une description précise des travaux qu'elle estime devoir être exécuté par l'autre entrepreneur faute de quoi, les dits travaux lui incomberont sans supplément de prix.

Il en sera de même pour les protections mises en place. Si une protection est jugée insuffisante, l'entrepreneur concerné devra mettre en place et à sa charge les protections complémentaires nécessaires à la sécurité de son personnel. Il en informe le maître d'oeuvre.

### **1.20. – FRAIS D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ**

Le présent marché est soumis à la nouvelle réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers édictés par les articles L 231-2 et suivant du code du Travail et les textes réglementaires d'application correspondants complétés ou modifiés par l'arrêté du 21/12/94 et le décret du 24/12/94, il appartiendrait de prévoir dans l'établissement de ses prix les frais résultant de cette réglementation, et notamment ceux relatifs :

- A l'établissement des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

- Aux travaux exigés par les articles du Code du Travail et les articles du décret de 26 Décembre 1994, travaux que l'entrepreneur s'engage à réaliser intégralement avant toute autre intervention sur le chantier (notamment : desserte en voirie, raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, évacuation des matières usées).

## **1.21. PRIME D'AVANCE – PÉNALITÉS DE RETARD**

### **A. PRIME D'AVANCE**

Le maître d'ouvrage précisera si une prime d'avance sera proposée pour la parfaite exécution des travaux dans le respect du délai avec une ou plusieurs journées d'avance sur le planning contractuel. Cette prime pourra représenter un pourcentage du montant global du marché initial par jour calendaire gagné sur le planning – après chantier.

### **B. PÉNALITÉS**

Le maître d'œuvre est gestionnaire du chantier et appliquera des pénalités pour tout manquement aux obligations contractuelles, et ce sans avertissement ni concertation avec l'entreprise en défaut.

Des pénalités forfaitaires ou correspondant aux montants hors taxes indiqués ci-après sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

#### **B.a. AVANT CHANTIER**

Pénalités et retenues pour retard dans la fourniture des documents avant exécution

- En cas de retard dans la remise des plans, documents, échantillons à fournir avant exécution pour approbation à la maîtrise d'œuvre (au bureau de contrôle, coordonnateur SPS le cas échéant) par rapport aux délais fixés dans le planning détaillé mis au point en phase préparatoire, une pénalité sera appliquée au titulaire de 200 €HT par document et par jour calendaire.

#### **B.b. EN COURS DE CHANTIER**

Pénalités en cas de retard sur le planning

En cas de retard en cours de travaux, le titulaire du marché subira une pénalité journalière par jour calendaire de retard indexée au montant HT du marché :

- 1/1000ème du montant hors taxes du marché

Ces retenues pourront être restituées si l'entrepreneur rattrape son retard sans mettre en péril le délai des autres corps d'état ou le délai global en entreprise générale.

A défaut, elles seront remplacées par les pénalités applicables en fin de travaux, soit pour l'entrepreneur responsable du retard dans l'achèvement des travaux à compter du jour fixé pour la réception des travaux :

- 5 / 1000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard

- 10 / 1000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard, au-delà de 14 jours

#### **B.c. APRES CHANTIER**

Délais et retenues pour remise de documents après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une retenue de 200 €HT par jour calendaire et par document sera appliquée.

Repliement des installations : le délai imparti englobe le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard sur le délai global d'exécution. En cas de retard et après mise en demeure, par ordre de service, restée sans effet, il peut être remédié à ces opérations par le maître de l'ouvrage, au frais du titulaire, sans préjudice de l'application des pénalités visées ci-dessus.

#### **B.d. AUTRES**

Pénalités diverses



- Rendez-vous de chantier : les comptes rendus de chantier précisent les convocations des entreprises dont la présence est requise aux rendez-vous de chantier fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité de 76 €HT applicable directement et imputée soit sur la situation mensuelle soit sur le DGD.
- Pénalités pour retard dans les levées de réserves assorties à la réception des travaux : le titulaire subira, en cas de non respect de la date limite fixée dans la décision de la personne responsable du marché pour lever les réserves, une pénalité par jour calendaire de retard de 153€HT.
- La non remise par le titulaire de plans d'exécution, notes de calculs, notices, fiches techniques, demande d'ATEX, fiches d'essai COPREC, devis de travaux modificatifs, fourniture d'échantillon et de prototypes et tout élément nécessaire demandé par le maître d'œuvre, (le bureau de contrôle, le coordonnateur de sécurité, le cas échéant), fera l'objet d'une pénalité, par document et par jour calendaire, de 200 €HT.
- Le non-respect des obligations de nettoyage systématique et journalier assuré par le titulaire, sur simple constat établi par le maître d'œuvre en présence ou non du titulaire sur le site, fera l'objet d'une pénalité, par jour calendaire, de 153 €HT
- Des pénalités sont automatiquement appliquées au titulaire dans les cas suivants, en complément d'éventuelles mesures d'arrêt de chantier décidé par le maître d'œuvre, et la prise de mesures conservatoires à la charge de l'entreprise responsable : le non respect des mesures relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée : 500 €HT.
- Des travaux sur le domaine public sans autorisation spécifique, signalisation ou protection réglementaire et/ou nécessaire : par jour ou nuit calendaire et par infraction constatée : 153 €HT.
- Des bruits de chantier au delà des limites prescrites par la réglementation : par appareil et par jour calendaire : 153 €HT
- Le défaut de nettoyage du domaine public utilisé : par infraction et par jour calendaire : 153 €HT

### **1.21. – CONTENU DU PRIX**

Le prix remis par l'entreprise est global et forfaitaire pour l'ensemble des prestations décrites dans le C.C.T.P.

Les documents quantitatifs seront vérifiés par les entreprises qui feront part de leurs observations éventuelles avant la remise de leur prix.

Après passation de la commande par le Maître d'Ouvrage, elles seront engagées par le montant forfaitaire de l'offre et donc responsables des quantités.

Les prix seront fermes et non révisables.

Les entreprises ont toute latitude de poser, avant la remise de leur offre au Maître d'œuvre, les questions qu'elles jugeraient utiles à la parfaite compréhension du CCTP. De même elles doivent signaler toute omission qui ne leur permettrait pas de livrer un ouvrage en parfait état de finition ou de fonctionnement. Après signature des marchés, elles ne pourront arguer d'une erreur ou d'une omission pour ne pas exécuter les travaux nécessaires à leur lot.

Les prix doivent comprendre, entre autres :

Les installations de chantier selon la réglementation en vigueur

La protection des zones d'intervention

La protection des sols et murs, si nécessaire.

Le nettoyage quotidien du chantier

Les plans d'exécution, notes de calcul, détails ...

Les frais de manutention, engins de levage ou autre

Les frais d'assurance

Les frais de voirie

Les frais d'essais (Coprec, etc.)

La gestion des déchets de chantier  
L'établissement des DOE et dossier de maintenance

#### Garantie Financière

Une retenue de garantie de 5.00% sera systématiquement prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, ou en accord entre les deux parties, par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie -ou cette caution- doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne seraient pas constituées, ou complétées, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer à la retenue de garantie une garantie à première demande ou une caution.

La retenue de garantie proposée pour cette opération sera libérée à l'issue de l'année de parfait achèvement soit 12 mois précisément au jour de la réception ou le cas échéant à la date de levée des réserves.

Retenue de garantie de 5.0 % appliquée à chaque paiement.

Libération de 2.5 % à la levée des réserves.

Libération des 2.5 % restant après l'année de parfait achèvement.

## 1.22. – MARCHÉ DE TRAVAUX

Pièces constitutives du marché :

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

#### Pièces particulières :

- L'acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- La Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire (DPGF) \*
- Le planning prévisionnel des travaux
- Les plans et le carnet de détails

#### Le cas échéant :

- Le plan général de coordination de sécurité (PGC)
- Le rapport initial du bureau de contrôle
- Les rapports de diagnostic plomb et amiante

#### Pièces générales :

- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 avril 1986 du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Privatisation.
- Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages et matériaux donnant lieu à des avis
- Le document COPREC n°1 définissant la liste et description des essais et vérifications de fonctionnement des installations à effectuer par l'entrepreneur et le document COPREC n°2 proposant les modèles de procès verbaux concernant les essais et vérifications de fonctionnement effectués par l'entrepreneur
- Les normes françaises et applicables en France en vertu d'accord internationaux

*\* En aucun cas le devis de l'entreprise ne pourra se substituer au marché de travaux ou remplacer dans l'ordre de préséance des pièces la décomposition du prix globale et forfaitaire.*